

Précaution

Rappeler des gestes simples, mais que l'on a parfois tendance à oublier, tel est l'objectif de la campagne sur la prévention des infections virales respiratoires, lancée le 24 avril par le ministère de la Santé et l'Inpes. Si 80 % environ de ces infections se propagent par les mains, quelques précautions élémentaires

permettraient d'en éviter la plupart : se laver régulièrement les mains, utiliser des mouchoirs jetables, éviter les contacts rapprochés lorsque l'on est malade, ou encore porter un masque quand on est enrhumé.

Avec sa signature *Adoptons les gestes qui nous protègent*, la campagne veut aider les adultes à réapprendre l'hygiène quotidienne et à l'enseigner aux enfants, comme une composante à part entière de l'éducation. Des affichettes, des autocollants et des dépliants ont pour objet d'informer le grand public. La campagne comprend trois volets (codes vert, orange et rouge). Le premier est consacré à trois gestes de prévention et vise les infections respiratoires virales habituelles (grippe, bronchiolite, rhume...). Le deuxième serait déclenché si la France venait à connaître des foyers de grippe aviaire et le troisième ne serait activé qu'en cas de pandémie grippale d'origine aviaire chez l'homme.

Comme l'a rappelé Monsieur le ministre de la Santé, "c'est en adoptant dès aujourd'hui ces gestes d'hygiène que nous pourrions demain limiter les effets d'une éventuelle crise sanitaire liée à un virus grippal".

ÉVÉNEMENT

L'alcool et les idées reçues

Cinq millions de Français font un usage régulier excessif d'alcool, c'est-à-dire une consommation moyenne supérieure aux seuils fixés par l'OMS (soit deux verres par jour pour les femmes, trois pour les hommes et quatre par occasion de boire). La nouvelle campagne de communication de l'Inpes s'adresse à eux et, plus spécifiquement, aux hommes de 35-49 ans, cible très exposée.



Chaque année, près d'un décès par cancer sur neuf¹ est attribuable à l'alcool. En moyenne, la consommation excessive est à l'origine de 14 % des décès masculins et de 3 % des décès féminins. La France est ainsi au onzième rang mondial de la consommation moyenne d'alcool par habitant. À l'échelle européenne, le pays détient la plus forte surmortalité masculine liée à l'alcool, de 30 % supérieure à la moyenne de l'Europe. De plus, outre les décès qui lui sont directement attribuables, l'alcool agit comme "facteur associé" dans l'apparition de pathologies, dans les accidents de la route ou encore les violences...

Une consommation globalement masculine

La consommation d'alcool moyenne par habitant est en baisse depuis les années 70. Elle a continué à diminuer entre 2000 et 2005 sur deux plans : la fréquence et les quantités bues². Pour la première, le nombre de consommateurs quotidiens a chuté de 27 % chez les hommes et de 34 % chez les femmes. Pour les quantités, les résultats passent de 2,5 verres en moyenne en 2000 à 2,2 en 2005. Cependant, les hommes restent encore trois fois plus nombreux que les femmes à avoir bu tous les jours et deux fois plus nombreux plusieurs fois par semaine. Et la proportion d'ivresses est trois fois plus élevée chez eux (21,6 % contre 7,5 %), culminant à 48,3 % pour les 20-25 ans.

La convivialité, facteur d'excès

Contre toute attente, les modes de consommation des buveurs excessifs sont assez banals et les prises d'alcool sont concentrées lors des repas. Ainsi, plus de 85 % des hommes et plus de 80 % des femmes ayant dépassé les seuils de consommation à risque dans la journée ont bu de l'alcool pendant le dîner. Viennent ensuite les moments d'apéritif, où les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à consommer de l'alcool avant le dîner (55,1 % contre 50,4 % pour les hommes). Le week-end est sans conteste le moment de la semaine où les excès sont le plus fréquemment constatés, et plus précisément le samedi. Non pas à l'occasion des fêtes nocturnes de fin de semaine, mais au cours des repas familiaux, à domicile.

Le plan de campagne

Un film, *5 millions de Français ont un problème avec l'alcool. Et si les autres c'était vous ?*, est programmé du 30 avril au 20 mai sur l'ensemble des chaînes. L'idée-force s'appuie sur un comportement observé chez les hommes : c'est toujours l'autre qui est censé trop boire et jamais soi-même. Des situations de consommation quotidiennes et anodines mettent en scène une galerie de portraits où chacun se défausse sur l'un de ses amis. Cinq spots radio, diffusés du 27 avril au 24 mai, complètent la campagne. Quatre tentent de désamorcer les idées reçues les plus répandues – *Je tiens bien l'alcool / Je ne suis jamais ivre / Je ne bois jamais d'alcool fort...* – et martèlent les seuils à risque. Puis, une voix off rappelle les risques encourus et invite les auditeurs à parler de leur consommation avec leur médecin. Le cinquième spot énonce, lui, un message simple : *Zéro alcool pendant la grossesse*. Soucieux de relayer efficacement l'information et de faciliter le dialogue pendant les consultations, l'Inpes a envoyé aux généralistes le dépliant *Alcool, votre corps se souvient de tout*, accompagné d'un courrier rappelant les grandes lignes de la campagne et les outils mis à leur disposition.

1. Catherine Hill, Alcool et risque de cancer, *Actualités et dossier en santé publique* n° 30. La Documentation française, mars 2000.

2. Baromètre santé 2005. Premiers résultats. Éditions Inpes, mars 2006.



→ **Comment peut-on débanaliser la consommation excessive d'alcool ?**

Gardons-nous d'abord de tout discours alarmiste. Après tout, si l'on met de côté les 15 % de personnes à problème, les 15 % à risque et les 3 % réellement dépendantes, près de 70 % des Français n'ont aucun souci avec l'alcool. Ces trente dernières années, la consommation a été réduite d'un tiers. Reste le problème de la consommation française par habitant, championne d'Europe avec 15 litres d'alcool pur par an. Et là, effectivement, la question de l'excès est encore trop souvent négligée. Or, les préoccupations liées aux habitudes de consommation nécessitent une véritable veille citoyenne.

→ **Qu'entendez-vous par "veille citoyenne" ?**

Il s'agit de privilégier des approches en amont du soin, notamment en lançant un débat citoyen sur l'alcool. Une première approche vise à inciter les professionnels de santé à parler alcool avec tous les patients pour permettre à ces derniers de connaître leurs risques et d'adapter leur consommation. Actuellement, moins de 10 % des praticiens abordent cette question, alors que près de 90 % de la population estime que les généralistes sont compétents pour le faire ! Nous tablons sur les retombées du Plan national "Repérage précoce et intervention brève" – méthodologie, outils d'information, formations... –

pour inverser progressivement la tendance. D'autres approches sont à mettre en œuvre : éducative, sociétale, culturelle... Cela passe, par exemple, par le respect du non-buveur, qui doit rompre avec le besoin de se justifier de ne pas boire, ou encore par le soutien à l'entourage d'une personne en difficulté avec l'alcool.

→ **Les hommes de 35-49 ans constituent-ils la seule cible préoccupante ?**

Les modes de consommation ne sont pas les mêmes d'un bout à l'autre de la vie. La consommation de la jeunesse serait plutôt hebdomadaire et festive, avec bière et alcools forts ; celle de l'âge mûr, plus quotidienne et donc plus abondante, axée sur le vin, la boisson la plus consommée en France (60 % des boissons alcoolisées) ; celle enfin de l'âge avancé, plus fréquente et plus problématique qu'il n'y paraît. Mais il n'y a pas que les "tranches d'âge", il y a aussi les groupes à risques : les usagers de drogues, les personnes précaires ou seules, les "accros au travail", les sportifs de haut niveau, les détenus, ceux pour qui l'alcool est un psychotrope depuis longtemps... et tant d'autres. Autant de cibles pour une prévention renouvelée tous azimuts.

1. Médecin alcoologue et président de la Fédération des acteurs de l'alcoologie et de l'addictologie.

THÉMA **Se protéger des maladies infectieuses respiratoires**

LE MODE DE TRANSMISSION DES MALADIES INFECTIEUSES RESPIRATOIRES ET L'ACCROISSEMENT DES DÉPLACEMENTS AU NIVEAU MONDIAL FAVORISENT LA CIRCULATION RAPIDE DES VIRUS. AUSSI, FACE À L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX RISQUES TELS QUE CEUX LIÉS À LA GRIPPE AVIAIRE, LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET L'INPES LANCENT UNE CAMPAGNE D'INFORMATION SUR LES GESTES SIMPLES PERMETTANT DE SE PROTÉGER AU MIEUX DE CES INFECTIONS.

Chaque année, la grippe saisonnière touche en France entre un et sept millions de personnes, provoquant en moyenne 2 000 décès. De même, la bronchiolite touche près de 460 000 nourrissons. Bien qu'aucun cas de transmission interhumaine n'ait été observé à ce jour, la grippe aviaire constitue un risque supplémentaire justifiant le lancement d'une campagne

d'information à destination du grand public.

DEUX MODES DE PROPAGATION

Les maladies infectieuses respiratoires se propagent principalement par deux modes de transmission : la voie aérienne (dissémination dans l'air des virus par l'intermédiaire de la toux, d'un éternuement, de postillons...) et le contact avec une personne porteuse d'un virus respiratoire : contact des mains souillées par les gouttelettes ou les sécrétions respiratoires infectées, contact d'un objet contaminé (poignée de porte, jouet, robinet...), contact physique avec une personne infectée (en embrassant ou en serrant la main). La campagne met en avant plusieurs gestes simples de protection appelés "gestes barrières". Le premier est le lavage des mains, un geste essentiel dans la mesure où c'est par les mains que se propagent 80 % des maladies infectieuses. La campagne insiste sur les moments "critiques" pour le lavage des mains : préparation des repas (avant et après),

éternuements ou toux, sortie des toilettes, entrée ou sortie du domicile, contact avec un animal, visite d'une personne malade... Elle fournit aussi des conseils sur le lavage des mains et notamment sa durée (30 secondes) et l'utilisation préférentielle de savon liquide. Le deuxième geste simple consiste en l'utilisation du mouchoir jetable à usage unique (en se lavant les mains après usage). Un troisième geste, qui implique une révolution culturelle, est le port du masque par les personnes malades, pour protéger leur entourage. Deux chiffres suffisent à convaincre de son intérêt : les expectorations d'une personne infectée contiennent entre cinq et dix millions de particules infectieuses par millilitre, mais cinq seulement suffisent à contaminer un adulte n'ayant pas encore développé les anticorps nécessaires. D'autres précautions peuvent également être mises en œuvre : éviter les endroits à forte concentration humaine en période d'épidémie, garder une distance d'un mètre au contact d'une personne malade, apprendre aux enfants à appliquer les mêmes mesures de protection (lavage des mains, mettre la main devant la bouche lorsqu'on tousse...).

UNE CAMPAGNE GRAND PUBLIC ET PROFESSIONNELS DE SANTÉ

La campagne réalisée par l'Inpes comprend la diffusion de différents documents d'information ; ils portent sur la prévention de la transmission de l'ensemble des virus



respiratoires et sur la limitation des risques de contamination dans l'hypothèse d'une épizootie aviaire. Elle comporte des affichettes (adultes et enfants), un dépliant grand public diffusé en pharmacie, une fiche conseil pour les médecins... Une importante action d'information et de formation en direction des professionnels de santé sera organisée dans les prochaines semaines. Un nouveau "Repères pour votre pratique" portant sur la préparation à la pandémie grippale, un CD-Rom et des fiches mémo seront ainsi diffusés à plus de 400 000 professionnels. ■

Pour en savoir plus

- [Le dossier de presse Adoptons les gestes qui nous protègent](#)
- [Le communiqué de presse](#)



FOCUS Promouvoir la santé des jeunes

HUIT CENTS PROFESSIONNELS ONT ASSISTÉ LES 29 ET 30 MARS AUX "JOURNÉES DE LA PRÉVENTION" ORGANISÉES PAR L'INPES À PARIS. UNE QUARANTAINE D'INTERVENANTS Y ONT PRÉSENTÉ LEURS PRATIQUES SUR LE THÈME "PROMOUVOIR LA SANTÉ DES ENFANTS ET DES JEUNES".

Grand témoin de cette manifestation et animateur de la conférence plénière, le professeur Philippe Jeammet, psychiatre, président de l'École des parents et des éducateurs en Île-de-France, a souligné la nécessité de positiver la prévention et de ne pas la concevoir comme une succession d'interdits chez les adolescents (voir encadré ci-contre). Au cœur de ces Journées, sept sessions ont permis d'aborder différents thèmes : estime de soi, santé physique, mentale et sociale, sexualité, rôle des pairs, santé à l'école, activité physique, maladie et handicap.

La session consacrée à l'estime de soi, par exemple, a

permis à une psychologue, un sociologue, un chercheur québécois et un éducateur pour la santé de croiser leurs expériences sur l'influence supposée de ce concept sur la prise de risque. Dans la session dédiée à la santé globale, les experts (deux médecins de PMI, un médecin inspecteur de santé publique, la présidente de la Société de pédiatrie, un universitaire en psychologie du développement et un membre d'association) se sont surtout attachés à la promotion de la santé des tout petits et à l'exercice de la parentalité. Des programmes de formation des professionnels dans les maternités et les PMI du Nord-Pas-

de-Calais, d'accueils parents-enfants en Seine-Saint-Denis et d'intervention familiale à Marseille ont été présentés. La session "Activités physiques à l'adolescence" a été l'occasion de comparer les dispositifs alsaciens (l'étude Icaps, unique en France, lancée dans plusieurs collèges) et angevins (la municipalité d'Angers soutient

financièrement les familles de quartiers défavorisés pour que leurs enfants puissent pratiquer une activité physique) avec un programme expérimental mis en place au Québec.

Une table ronde avec huit experts a clos ces Journées dont la 3^e édition aura lieu les 29 et 30 mars 2007. ■

ADOS EN RUPTURE

Dans son intervention inaugurale des "Journées de la Prévention", le professeur Jeammet a rappelé le rôle fondamental des parents : apporter une sécurité affective pour développer l'autonomie, permettre à un enfant de développer toutes ses potentialités. Il a aussi souligné l'importance de l'accompagnement et de la prise en charge par les familles et les professionnels des adolescents qui "se dévalorisent parce qu'ils ne peuvent pas s'arc-bouter sur les autres". Le professeur a en effet observé lors de ses consultations que de plus en plus de parents ont peur de leur enfant, ce qui empêche la confiance, l'enfant ressentant cette peur comme un abandon. Selon lui, les parents ne doivent pas céder mais poser des limites : "Ce qui va motiver les jeunes à prendre soin d'eux, c'est de sentir qu'on est motivé pour eux !"

DÉCRYPTAGE Prévention des accidents de la vie courante

LE PROGRAMME DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS DE LA VIE COURANTE PRÉVOIT DE DÉVELOPPER DES ACTIONS SPÉCIFIQUES AUPRÈS DES POPULATIONS PRÉCARISÉES. AUSSI L'INPES A-T-IL RÉALISÉ UNE ÉTUDE SUR LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS DES ENFANTS AUPRÈS DES PARENTS EN DIFFICULTÉ AVEC LA LECTURE ET DES PROFESSIONNELS CONCERNÉS.

Cette étude a été confiée à la société LH2. Elle constitue une aide pour adapter la brochure *Avec l'enfant, vivons la sécurité* à des parents en difficulté avec la lecture. Elle a été menée sous la forme de 44 entretiens individuels avec des personnes ayant suivi une scolarité de courte durée et parents d'au moins un enfant de moins de six ans. L'échantillon comprenait des immigrés originaires d'États africains ou asiatiques, des bénéficiaires français de la Couverture maladie universelle (CMU), ainsi que des personnes recrutées par le biais d'associations de lutte contre l'illettrisme.

Ces entretiens ont été complétés par des groupes rassemblant des acteurs de terrain issus de PMI, associations, urgences hospitalières pédiatriques, etc.

L'étude fait apparaître des résultats assez contrastés selon les publics concernés, qui reflètent pour partie des conditions de vie elles-mêmes assez différentes. Les immigrés africains, qui connaissent les conditions de vie les plus

précaires, ont une perception des dangers domestiques omniprésents mais, faute d'accès à l'information, les risques accidentels restent relativement mal (ou partiellement) connus et appréhendés. Cela plaide pour une aide à l'identification des risques et une information sur les gestes de prévention. Les Français bénéficiaires de la CMU ont une vision aiguë des dangers à l'extérieur de la maison, mais sous-estiment le risque accidentel au domicile. Ils se montrent aussi plus réceptifs aux différentes possibilités de se faire aider. Cela induit la nécessité de rappeler les dangers domestiques.

Enfin, l'étude montre que les acteurs de terrain, même s'ils ont globalement une bonne connaissance des risques accidentels pour l'enfant, n'intègrent pas ou très partiellement les actions de prévention dans leur activité. Pour autant, ils sont prêts à relayer des informations visant à promouvoir la sécurité de l'enfant. ■

➔ **Les risques pour l'enfant évoqués spontanément – quelle que soit la population – concernent la cuisine, les fenêtres, l'électricité ou encore la baignoire. Les Français bénéficiaires de la CMU y ajoutent d'autres éléments comme les produits ménagers, l'association eau-électricité, les dangers à l'extérieur de la maison et la voiture (comme passager). Sont également cités, après relance, par les immigrés et les bénéficiaires de la CMU : les portes, le fer à repasser, les petits objets, les médicaments...**

➔ **La stratégie de prévention diffère selon les populations. Parmi les immigrés africains, la valorisation du rôle parental des mères et la perception de risques omniprésents et mal maîtrisés conduisent à une surveillance constante de l'enfant. Parmi les Français bénéficiaires de la CMU, la surveillance est plus faillible, compte tenu de l'importance des foyers monoparentaux et de la volonté de ne pas être en permanence en conflit avec son enfant. Les outils de prévention sont connus, mais faiblement utilisés.**

➔ **Pour répondre à la demande, le discours doit plutôt être centré sur le rappel des étapes du développement psychomoteur, sur la nécessité d'expliquer à l'enfant la raison des interdits et sur l'existence d'outils de prévention (cache-prises, bloque-portes, bloque-fenêtres, coins de protection, etc.). En termes de diffusion de l'information, les centres de PMI jouent un rôle central pour les immigrés africains, tandis que les Français bénéficiaires de la CMU et les personnes au contact des associations de lutte contre l'illettrisme sont plus sensibles au support audiovisuel.**

EN BREF

► Contraception d'urgence

En dépit d'une généralisation et d'une meilleure connaissance des moyens contraceptifs, les femmes ne sont pas à l'abri d'un "accident" (oubli de pilule, problème de préservatif ou de stérilet...). Elles peuvent alors avoir recours à la contraception d'urgence. Depuis juin 1999, la "pilule du lendemain" est en effet accessible en pharmacie sans ordonnance. Selon le dernier Baromètre santé de l'Inpes, son utilisation a progressé au cours des dernières années. Ainsi, 13,7 % des femmes âgées de 15 à 54 ans, sexuellement actives, déclarent y avoir eu recours en 2005, contre 8,4 % en 2000. Un bémol : seuls 11,7 % des femmes et 7,1 % des hommes connaissent le délai maximal - 72 heures - d'utilisation de la "pilule du lendemain".

► Mise en ligne partielle du Baromètre santé

Cette grande enquête publiée par l'Inpes étudie les comportements, attitudes, connaissances et opinions des Français en matière de santé. Trois chapitres sont actuellement accessibles sur le site de l'Institut dans leur intégralité : "Introduction et méthode", "Perception de la santé et qualité de vie" et "Les troubles dépressifs et leur prise en charge". Par ailleurs, les douze thématiques abordées dans le baromètre (la consommation de tabac, d'alcool et de cannabis, l'activité physique, la dépression, les actes de violence physique, la vaccination, le dépistage des cancers, la contraception, la sexualité, les IST et le dépistage du VIH, les accidents de la vie courante) font l'objet d'une synthèse et d'une bibliographie par sujet.

• [Le Baromètre santé 2005](#)

► Bricolage : les précautions à prendre

Éditée par l'Assurance Maladie, le ministère de la Santé, l'Inpes et de nombreux autres partenaires, la brochure *Bricolage, les précautions à prendre* met en garde contre les accidents de bricolage et de jardinage (chutes, coupures, brûlures, écrasements, électrocutions, intoxications...). Elle propose quelques règles simples de prévention, rappelle les bons réflexes en cas d'accidents et délivre les numéros d'urgence. Elle sera disponible à partir de mai 2006, dans les magasins de bricolage et de jardinage et à la foire de Paris.

• [La brochure au format pdf](#)

► Campagne alcool

Du 30 avril au 21 mai, l'Inpes mène une campagne de prévention de la consommation excessive d'alcool auprès du grand public (voir p. 1 et 2 de ce numéro). À cette occasion, les médecins généralistes - considérés par 88 % des patients comme des interlocuteurs légitimes et naturels sur cette thématique - ont reçu un courrier leur présentant les différents outils mis à leur disposition, ainsi que le dépliant *Alcool : votre corps se souvient de tout*.

• [Le dépliant Alcool, votre corps se souvient de tout](#)

PUBLICATIONS INPES

NOUVEAUTÉ

Une opération se vit mieux sans tabac

Ce dépliant expose les risques de complications favorisés par le tabagisme lors d'une opération chirurgicale et les bénéfices résultant de l'arrêt du tabac six à huit semaines avant et après l'intervention. Il propose le test de Fagerström sur la dépendance physique à la nicotine et des conseils pour arrêter de fumer.

RÉÉDITIONS

Questions d'ados

Destinée aux 15-18 ans, cette brochure répond de manière claire aux questions des adolescents, même les plus délicates, sur l'amour, la sexualité, la contraception, l'avortement, les infections sexuellement transmissibles (IST), le sida et les préservatifs. Elle propose également une liste de numéros utiles.

Le petit livre des infections sexuellement transmissibles

Éditée par le ministère de la Santé et l'Inpes, cette brochure informe sur les différentes IST, leur prévention, leur dépistage et délivre de nombreux conseils et numéros utiles.

Les premières fois

Cette brochure, publiée par le ministère de la Santé et l'Inpes à destination des adolescents, traite des premières relations sexuelles : découverte et respect de l'autre, risques à éviter, utilisation du préservatif, dépistage du virus du sida... Agrémentée de témoignages, elle propose des informations claires et accessibles à un public jeune.

Attention aux poux

Agrémenté de dessins et de légendes simples, ce document destiné aux parents et aux professionnels de l'éducation répond à trois questions : Comment savoir si votre enfant a des poux ? Comment s'en débarrasser ? Que faire pour que votre enfant n'ait pas de poux ?

NOS COLLABORATEURS PUBLIANT

Congrès international "L'éducation à l'auto-contrôle centrée sur le patient et stratégies de suivi à long terme pour le diabète et autres maladies chroniques", organisé par TPE (Therapeutic Patient Education). Florence - Italie, du 27 au 30 avril.

Posters:

Foucaud J., Koleck M., Quintard B. Evaluation of a therapeutic patient education program on psychological adjustment.

Fournier C., Jullien-Narbox S., Pélicand J., Vincent I. A framework to analyse patient education programs.

AGENDA / MAI

→ DU 2 AU 4

"7^e Rencontres nationales Femme et tabac", à Angers. Organisées par l'Appri, le Collège national des gynécologues obstétriciens, la Ligue nationale contre le Cancer, le Réseau hôpital sans tabac et l'Association nationale des sages-femmes tabacologues françaises.

→ LE 3

"Assises nationales de la prévention des risques alcool et addictions en milieu professionnel", à Paris. Organisées par l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie en partenariat avec Entreprises et Carrières, l'ANDCP et l'Inpes.

→ LES 10 ET 11

Colloque "Former les enseignants à l'éducation à la santé et à la prévention des conduites addictives", à Paris. Sous l'impulsion de la conférence des directeurs d'IUFM, avec le concours de la MILDT, de l'Inpes et de la MGEN.

→ DU 10 AU 12

Congrès "Prévention des assuétudes : concepts et stratégies", à Liège, en Belgique. Co-organisé par le ministère de la Communauté française Wallonie-Bruxelles, la Province de Liège, la Maison du social et la Commission provinciale de prévention des assuétudes.

→ DU 16 AU 19

Hôpital Expo-Intermedica, à Paris. Semaine internationale des professions, technologies et services de santé. Présence de l'Inpes.

→ LE 19

Réunion régionale de la Société française d'alcoologie, "Travail et conduites addictives", à Nancy, en partenariat avec l'ANPAA Lorraine-Champagne-Ardenne.

→ LES 18 ET 19

Colloque "Épidémiologie sociale et inégalités de santé", à Toulouse, avec l'Association des épidémiologistes de langue française (Adelf).



www.inpes.sante.fr

équilibres

Édition : Inpes
42, boulevard de la Libération
93203 Saint-Denis Cedex (France)
Tél. 01 49 33 22 22
www.inpes.sante.fr

Directeur de la publication
Philippe Lamoureux

Comité de rédaction
Yves Géry, Claire Méheust,
Anne-Sophie Mélard

Mise en ligne : Philippe Cornet

Ont participé à ce numéro
Hélène Bourdessol, Pierre Buttet,
Cécile Fournier, Annick Gardies, Emmanuelle
Le Lay, Alice de Maximy, Anne-Juliette Serry

Conception-rédaction, iconographie
PCA : 01 42 84 18 17

Chef de projet : Isabelle Servais-Hélie

Directeur artistique : Vincent Treppoz

Photo : Brand X Pictures

Dépôt légal : mai 2006

Nous écrire : equilibres@inpes.sante.fr